

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Le scandale de l'optimisation fiscale d'Airbnb doit cesser (Ian Brossat)

Challenges vient de révéler que la multinationale californienne Airbnb n'a payé que 161 330 euros d'impôts en France en 2017. Alors que l'entreprise se vante elle-même de brasser des milliards (elle représente environ 30 milliards de valorisation boursière et dit avoir « reversé » 6,5 milliards d'euros à l'économie française l'année dernière), sa feuille d'impôt s'avère une nouvelle fois dérisoire.

Ce tour de passe-passe fiscal est rendu possible par le circuit de facturation de la firme, qui passe par l'Irlande où les taux d'imposition sur les sociétés sont trois fois inférieurs aux taux français. Ainsi, alors que le chiffre d'affaire français de l'entreprise est estimé à plus de 120 millions d'euros, sa filiale hexagonale ne déclare au fisc qu'une somme quinze fois inférieure. Le manque à gagner pour le fisc français est au minimum de deux millions d'euros.

Le scandale de l'optimisation fiscale d'Airbnb doit cesser. Pénurie de logement, accroissement de la spéculation immobilière, nuisances, dévitalisation de certains quartiers : le développement de ces plateformes de location de courte durée génère un impact négatif sur nos villes et nos territoires. Mais au lieu de chercher à solutionner ces problèmes, ces mêmes acteurs s'emploient au contraire à contourner et contester leurs obligations réglementaires et fiscales.

L'existence de paradis fiscaux au sein même de l'Union Européenne génère des pertes considérables pour les deniers publics, payées par les peuples européens. En France comme en Europe, s'agissant d'Airbnb comme des autres multinationales, il faut en finir avec cette situation.

Comme chef de file du PCF aux élections européennes, je propose d'interdire le dumping fiscal et l'implantation de filiales de facturation hors du pays de réalisation de l'activité. Tout bénéfice réalisé dans un pays membre doit donner lieu au versement de l'impôt dans ce même pays. Les rentrées fiscales ainsi obtenues pourraient permettre de financer des services publics et du logement social afin de maintenir les couches populaires et moyennes dans les métropoles touristiques.

Ian Brossat, chef de file du PCF aux élections européennes,

Paris, le 10 octobre 2018.